

## "Les fédéralistes doivent être des semeurs d'idées" dans Luxemburger Wort (17 octobre 1996)

**Légende:** Le 17 octobre 1996, le quotidien Luxemburger Wort revient sur une conférence donnée par Paul Collowald, ancien directeur à la direction générale de l'information de la Commission européenne, à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de la fondation du Mouvement universel pour une confédération mondiale.

**Source:** Luxemburger Wort. 17.10.1996. Luxembourg.

**Copyright:** (c) COLLOWALD Paul

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"les\\_federalistes\\_doivent\\_etre\\_des\\_semeurs\\_d\\_idees"\\_dans\\_luxemburger\\_wort\\_17\\_octobre\\_1996-fr-ff776bc4-b181-46e8-b239-72f44432264e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 20/09/2012

## « Les fédéralistes doivent être des semeurs d'idées »

### M. Paul Collowald en conférence à l'Union européenne des fédéralistes

«De l'Europe et du fédéralisme en particulier», tel était l'intitulé d'une conférence tenue par M. Paul Collowald, ancien correspondant du journal «Le Monde» à Strasbourg et ultérieurement directeur général de l'information au Parlement européen, mardi soir à l'hôtel Parc Belair à Luxembourg.

C'est au nom des associations organisatrices - l'Union européenne des fédéralistes du Luxembourg, le Conseil luxembourgeois du Mouvement européen et la Jeunesse européenne du Luxembourg - que Mme Kitty Deville souhaita la bienvenue au public et aux invités d'honneur, parmi lesquels furent remarqués les ambassadeurs de la République fédérale d'Allemagne et de la Fédération de Russie ainsi qu'une représentation de l'ambassade de Roumanie. Elle rappela que la conférence était placée sous le signe de la célébration du cinquantième anniversaire de la fondation du Mouvement universel pour une confédération mondiale, constitué à Luxembourg en octobre 1946 à la suite d'une initiative prise par la «Federal Union», une association britannique qui préconisait, dans le domaine international, «la subordination des intérêts nationaux à l'intérêt général».

### «... quelque chose comme les Etats-Unis d'Europe»

«L'Europe est-elle impuissante face aux défis auxquels elle est confrontée?» Paul Collowald s'interroge au début de son exposé. Nombreux seraient ceux qui, en effet, répondent par l'affirmative à cette question. Il s'agirait là néanmoins d'une présentation trop réductrice des faits. Force serait de constater que l'Europe d'aujourd'hui se trouve toujours sur la voie de la réalisation d'un projet d'inspiration fédéraliste, seul moyen d'atteindre les objectifs de réconciliation, de paix et de solidarité formulés par Robert Schuman dans sa fameuse déclaration du 9 mai 1950. Avant cette date, d'autres avaient déjà exprimé la nécessité d'entamer le processus d'une intégration des nations européennes au sein de structures supranationales, comme unique moyen d'éviter à tout jamais la répétition du désastre de la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que Winston Churchill, le 19 septembre 1946 à Zurich, avait préconisé à l'égard de la France et de l'Allemagne qu'«il vous faut ériger quelque chose comme les Etats-Unis d'Europe». Et Jean Monnet d'écrire, en 1948, que «seule la création d'une fédération de l'Ouest comprenant l'Angleterre nous permettra en temps voulu de régler nos problèmes et finalement d'empêcher la guerre». L'idée fédéraliste du transfert de souveraineté par les Etats vers une structure supranationale se retrouva également dans le document final du premier congrès du Mouvement européen, qui eut lieu en mai 1948 à La Haye: «L'heure est venue pour les nations de l'Europe de transférer certains de leurs droits souverains pour les exercer désormais en commun.» Mais à cette époque déjà, les options fédéralistes se seraient heurtées aux conceptions des «unionistes», préférant la coopération intergouvernementale à la supranationalité.

Néanmoins, le point de départ de la mise en œuvre du projet fédéraliste fut marqué par la signature à Paris, le 18 avril 1951, du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), idée révolutionnaire en ce sens que le but visé était la mise en commun des politiques en matière de ressources servant à la production des armes de guerre. La CECA fut ainsi considérée à l'époque comme la première étape dans le processus de création de la «Fédération européenne». C'est pourquoi fut signé, le 27 mai 1952, sous la pression de la Guerre de Corée qui y aurait joué le rôle d'un «coup d'accélérateur», le Traité sur la Communauté européenne de défense (CED), visant à créer une défense européenne. De même que fut présenté, le 11 mars 1953 à Strasbourg, un projet de Traité d'Union politique, incluant les domaines des affaires étrangères et d'une défense commune. L'Europe aurait donc pu se doter, déjà à cette époque, de structures de type fédéral qui auraient certainement pu changer le cours de l'histoire par la suite. Le refus de ratification du Traité CED par l'Assemblée nationale française, le 30 août 1954, aurait donc été ressentie comme une terrible défaite par tous ceux qui, à l'époque, voulaient déjà croire au projet d'une Europe fédérale, et Paul Collowald de continuer.

### «Plus d'Europe pour faire face aux défis»

On aurait donc dû attendre les années charnière de 1989-90 avec la chute du mur de Berlin comme nouveau

«coup d'accélérateur», pour que l'on parle à nouveau de la réalisation d'une véritable Union politique, venant supplanter la Communauté européenne telle qu'elle fut conçue par le Traité de Rome de 1957. Une nouvelle étape a donc été franchie avec le Traité de Maastricht sur l'Union européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993, et qui reprend l'idée d'une Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), dispositions qui se seraient révélées néanmoins comme inappropriées en vue de résoudre la crise déclenchée par la guerre en ex-Yougoslavie. La Conférence intergouvernementale serait désormais appelée à combler ces déficits, tout comme elle devrait mener à des réformes dans les processus de décision, sans lesquelles un élargissement de l'Union européenne ne serait guère concevable. Selon Paul Collowald, il s'agirait là d'une «entreprise qui est lente parce qu'elle est démocratique».

«Faut-il plus d'Europe pour faire face aux défis de l'époque?» L'orateur est persuadé que oui. Tout comme une majorité de citoyens interrogés dans un récent sondage se seraient prononcés en faveur d'une Europe qui reposerait davantage sur des structures de type fédéral, la répartition des compétences étant organisée sur la base du principe de subsidiarité, avec un gouvernement et un parlement fédéral qui seraient en charge de la politique monétaire, des affaires étrangères et de la défense. L'orateur met néanmoins en garde contre des «effets pervers» que la subsidiarité pourrait engendrer dans le chef de ceux qui par principe sont hostiles à davantage d'intégration politique. Comme quoi se poserait la question si ceux parmi les Etats membres de l'Union qui veulent aller de l'avant ne seraient pas amenés dans les années à venir à former une sorte de «noyau» susceptible d'amener les autres sur leur voie par la suite. Aux fédéralistes de continuer à jouer leur rôle de «semeurs d'idées», et Paul Collowald de conclure: «Il n'est pas trop tard, mais il est temps.»